



Rapport de la commission de contrôle financier 2019

Comptes arrêtés au 31 décembre 2019

Exercice du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019.

En vertu de la mission qui nous a été confiée lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 09 décembre 2017, nous nous sommes réunis les mardi 11 et mercredi 12 2020 au siège de la Fédération Française de Natation à Clichy.

Concernant les états de synthèse provisoires des comptes de l'exercice 2019, mis à notre disposition, nous n'avons pas pu procéder à l'analyse complète de ces derniers. Notre intervention se faisant trop en amont de la clôture des comptes. Toutefois, toutes nos interrogations ont donné lieu à des réponses circonstanciées et satisfaisantes.

Le trésorier général nous a demandé d'orienter nos travaux sur d'autres sujets :

- le nouveau PCG des associations : impact pour la fédération
- l'harmonisation du plan comptable général entre les ligues et la fédération
- Identification des flux financiers entre la fédération, les ligues, les comités départementaux et les clubs
- l'utilisation de la plate-forme logicielle CarlaMaestro pour les notes de frais

Point N° 1 - Le nouveau PCG des associations : impact pour la fédération

L'Autorité des normes comptables (ANC) a adopté un nouveau règlement comptable applicable, à partir du 1er janvier 2020, aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Seules les associations qui ont l'obligation d'établir des comptes annuels sont soumises à ce nouveau plan comptable. Il s'agit principalement en ce qui nous concerne :

- des associations qui reçoivent plus de 153 000 € de dons ou de subventions ;
- des associations reconnues d'utilité publique ;
- des fédérations sportives ;
- des associations contrôlées par un commissaire aux comptes ;

Cette nouvelle réglementation va donc concerner principalement notre fédération ainsi que les ligues régionales. Toutefois, pour des raisons de lisibilité des comptes publiés par les clubs, nous recommandons à ces derniers de suivre, même si cela n'a pas un caractère obligatoire pour la plupart d'entre eux, les recommandations qui découlent de cette nouvelle réglementation.

Il n'est pas question dans cette brève synthèse d'énumérer les nombreuses dispositions qui mettent à jour dans ce nouveau règlement les pratiques comptables adoptées par les associations. Nous nous limiterons à

citer quelques sujets qui pourraient avoir une incidence sur le plus grand nombre d'entités de notre fédération.

Les tableaux de synthèse (bilan, compte de résultat et annexe) : Le nouveau règlement comptable pour les organismes sans but lucratif exige la présentation du bilan et du compte de résultat sur des tableaux de synthèse spécifiques. Les modèles sont présentés dans le règlement. De même, le contenu de l'annexe des comptes est précisé. Nous n'avons malheureusement pas la place ici pour présenter en détail ces nouveaux états de synthèse, mais nous pouvons malgré tout affirmer que si chacun (du club à la fédération en passant par les ligues et comités) respecte les préconisations de ce nouveau règlement, nous améliorerons considérablement la qualité de l'information. À titre d'exemple, nous nous sommes penchés sur le sujet de l'enregistrement des cotisations dans ce nouveau cadre réglementaire. Pour un club, la cotisation de l'adhérent va figurer dorénavant en première ligne des produits et non plus noyée dans une rubrique « Autres produits de gestion courante ». Cette cotisation devrait être normalement ventilée en « cotisation sans contrepartie » pour la licence et « cotisation avec contrepartie » pour l'adhésion proprement dite. De la même façon, la charge que représente la licence pour le club devra figurer dorénavant dans une rubrique spécifique du compte de résultat appelée « Aides financières octroyées ». Bien entendu, ce schéma se déclinera au niveau de la fédération, des ligues et comités.

(nous joignons ci-dessous quelques exemples relevés sur le PCG des associations)

Point N° 2 - L'harmonisation du plan comptable général entre les ligues et la fédération

Après avoir étudié le document comptable de 52 pages, nous avons étudié le contexte et son champ d'application pour notre fédération. Nous avons retenu qu'une réponse devait être apportée quant aux impératifs de transparence financière. La mise en place devient obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 01/01/2020. Pour ceux que ces travaux intéressent, nous pourrions vous faire passer le fichier.

L'exemple ci-dessous s'applique sur les cotisations ou licences suivant les cas, entre FFN-Ligue ou CD-Club.

IMPUTATION par rapport au PCG 2020		Ligne PCG
FFN	Cotisation (Licences payées par les clubs)	756
	Aides Financières Octroyées	657-1
	--> Part régionale pour les ligues	
Ligue	Part régionale pour les ligues (reversée par la FFN)	755-1
	755 : Contributions financières	
	755-1 : Autres organismes	
	Aides Financières Octroyées	657-1
	--> Part départementale pour les CD	
Clubs	Cotisation adhérents	
	---> Cotisation sans contre partie (Cout Licence)	756-1
	---> Cotisation avec contre partie (Cout Adhésion)	756-2
	Licences à la FFN (Aide financière octroyée)	657-1

Quelques exemples de flux financier entre les diverses strates de notre fédération.

Ces flux ne sont pas exhaustifs, mais ce sont les plus significatifs

Flux financiers FFN - Ligues -CD - Club

<u>Flux pour :</u>	
Ligues	CAF
	CNAHN
	Aides spécifiques
	Aisance Aquatique
	Contractualisation
C.Départemental	Ø Aucune aide fédérale
	Clubs d'excellence
Club	JAN
	Labélisation

Autre sujet proposé à débattre. Une approche sur les indemnités de formation (Transferts)

Pourquoi aborder ce sujet :

- les clubs formateurs ne sont pas assez récompensés
- les listes ministérielles ne représentent pas toujours la valeur du nageur
- le calendrier engendre des problèmes (date de prise de licence)

Le projet est de quantifier le poids d'un nageur par rapport à son Indice Mondial de Performance (IMP)

Une grille est constituée sur 10 catégories avec un montant pour chacune d'elle

L'indemnité de formation est donnée aux clubs quittés, ainsi qu'à tous les clubs de la carrière du nageur. Répartition au prorata des saisons passées

Cette proposition intéressante va générer un manque à gagner financier pour la fédération

Afin de ne pas pénaliser notre fédération, nous pensons que l'augmentation de 10 centimes d'euro

combrerait ce déficit. Pourquoi la FFN ne percevrait elle plus de droits de transfert, alors qu'elle investit sur les nageurs en alimentant les structures. Quid également des autres disciplines.

Point N° 4 - L'utilisation de la plate-forme logicielle CarlaMaestro pour les notes de frais

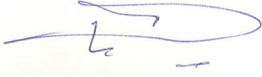



La plate-forme logicielle CarlaMaestro a été choisie par la fédération afin d'aider la direction financière à sécuriser et optimiser la gestion des dépenses des collaborateurs (gestion des notes de frais). Cette application paramétrée permet à tout un chacun bénéficiant d'un code d'accès de rentrer les différentes notes de frais afin de se faire rembourser par la FFN. Aujourd'hui, encore, la procédure n'est pas entièrement dématérialisée et nécessite l'envoi des originaux des justificatifs de dépenses à la fédération.

Nous avons procédé au contrôle de 2 classeurs, comportant chacun une cinquantaine de notes. Les constats que nous avons pu faire sont les suivants :

- Amélioration certaine par rapport à l'année dernière. L'instruction des notes de frais de la part des services comptables est qualifiée de satisfaisante. Il faut toutefois rappeler les règles, afin que les différentes personnes renvoient leurs notes de frais dans les délais impartis.

Comme annoncé l'année dernière, la création d'un coffre-fort électronique permettant le stockage des documents numérisés n'est pas encore opérationnelle. Celui-ci permettra de lever bon nombre de difficultés liées à la présentation des justificatifs.

Nous remercions l'ensemble des services fédéraux pour l'accueil qui nous a été réservé à l'occasion de cette mission. Nos remerciements vont également à Bernard Dalmon, trésorier, qui a fait preuve d'une grande disponibilité et a pu ainsi répondre à toutes nos sollicitations.

Dominique Berthe	Richard Lagrave	Jacques Lefevre	Sylvain Servari
			

Annexe : Point N° 1 - Le nouveau PCG des associations : impact pour la fédération

- Le traitement des subventions d'investissement : Le nouveau règlement supprime le traitement comptable spécifique introduit en 1999 qui permettait à une association de distinguer les subventions d'investissement destinées à financer un bien renouvelable ou non par l'organisme. Cette distinction entraînait la reprise progressive ou non de cette subvention au résultat de l'exercice au même rythme que l'amortissement du bien que ladite subvention avait financé. Les associations doivent dorénavant appliquer les dispositions du Plan comptable général.
- Les fonds dédiés : Le nouveau règlement consacre des développements détaillés à la rubrique des fonds dédiés. La modernisation du dispositif concerne la définition même et les modalités de constitution et de reprise des fonds dédiés ainsi que leur champ d'application. À titre d'exemple, le champ d'application des fonds dédiés est étendu aux contributions financières reçues d'autres entités à but non lucratif, pour un projet défini.
- Une comptabilisation obligatoire des contributions volontaires en nature : Dans le nouveau règlement, le principe est que les entités valorisent et comptabilisent les contributions volontaires en nature (les dons reçus, la valorisation du bénévolat ou les mises à disposition). Si l'association décide de ne pas le faire, elle doit justifier cette décision dans l'annexe et donner une information sur leur nature et leur importance.
- La disparition des prêts à usage : Le nouveau règlement décide de supprimer la présentation des prêts à usage tant à l'actif que du passif du bilan de l'entité qui bénéficie d'une telle mise à disposition. Le traitement comptable est désormais celui d'une contribution volontaire en nature. Le prêt à usage est comptabilisé pour la valeur estimée du loyer annuel comme une prestation en nature en contrepartie d'une mise à disposition gratuite de locaux.
- Un vocabulaire renouvelé et modernisé qu'il faudra s'approprier : On ne dit plus « fonds associatifs », mais « fonds propres » ; « bénéfice ou perte », mais « excédent ou déficit ». On distingue « subvention », « concours public » et « contribution financière », cette dernière étant un soutien facultatif octroyé par une autre entité de droit privé, cette contribution ne constituant pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.